

E 7800/1/23

*Le Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer,
au Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli*

L

Londres, 13 février 1943

Pour faire suite à mon télégramme N° 121, du 3 février¹, j'ai l'honneur de vous remettre ci-joint copie des lettres de Lord Drogheda et de Sir David Waley¹ au Mémorandum que je vous ai envoyé avec ma lettre du 2 février². Le contenu positif de ces réponses est que le Ministère de la Guerre économique accepte, sous réserve de faits nouveaux, de maintenir le régime actuellement en vigueur en ce qui concerne le «enemy content» dans la délivrance des certificats d'origine et d'intérêt. J'ai accusé réception de ces communications, sans aucun commentaire. Le courrier qui vous apportera cette lettre transporte un pli du Ministère de la Guerre économique à mon collègue britannique, qui contient des copies de ces deux réponses et, j'imagine, aussi des instructions.

-
1. *Non reproduit.*
 2. *Cf. annexe I au N° 292, note 2.*



Je viens de télégraphier³ à la Division du Commerce, en réponse à son télégramme N° 145, du 4 février⁴, pour lui rendre compte de ma récente conversation avec M. Dingle Foot. Dans cette entrevue, j'ai plus particulièrement insisté sur le point 3 du télégramme⁵ disant que l'Allemagne fait intervenir un élément politique dans la question de la réduction de nos livraisons. J'ai aussi souligné que la suspension présente de nos rapports contractuels avec l'Allemagne ne peut durer indéfiniment sans inconvénients sérieux pour nous. J'ai relevé encore, comme je l'avais déjà fait vis-à-vis de Lord Drogheda et de Sir David⁶, que le fait de n'avoir pas hésité à laisser la situation présente s'établir représentait de notre part l'acceptation d'un certain risque.

M. Foot était déjà plus ou moins au courant, à ce qu'il m'a dit, de l'ensemble de la situation. Cependant, il ignorait deux points: la portée politique attachée par l'Allemagne à nos livraisons et l'enquête actuellement en cours sur l'étendue des livraisons qui doivent encore être faites malgré la suspension des rapports contractuels. Il n'a pas paru attacher une grande importance à ce que cette enquête dure jusqu'à la mi-février et qu'en conséquence le retour de la Délégation à Londres soit reporté vers la mi-mars.

Par contre, il a souligné qu'au point de vue britannique et dans les circonstances présentes, même le seul ralentissement de nos livraisons à l'Allemagne aurait son importance. Deux à trois mois de retard seraient très appréciables. Diverses raisons peuvent être invoquées: retard des livraisons allemandes, réduction de la main-d'œuvre disponible entraînée par la mobilisation d'une plus grande partie de l'Armée... M. Foot donne à entendre que ces retards seraient mis à notre actif à la reprise des négociations.

Mon interlocuteur a ajouté, sur ce dernier sujet, que des accords à long terme paraissent difficiles à conclure et que les événements vont si vite qu'on ne peut guère s'engager que de trois en trois mois. Cette manière de voir provient, je pense, des récentes déclarations que vous connaissez sur les opérations de guerre annoncées pour un proche avenir.

3. Cf. son télégramme N° 166 du même jour (non reproduit).

4. Cf. note 5 ci-dessous.

5. *Dont voici la teneur*: drittens: Vertragsloser Zustand ist auf lange Dauer unhaltbar, da er gesamte traditionelle Ordnung unserer Wirtschaftsbeziehungen zu grösstem Nachbarmarkte zerstört. Wiederherstellung eines vertraglichen Verhältnisses mit Deutschland scheint aber mit sofort wirksam werdender Ausfuhrbeschränkung für Maschinen und Kriegsmaterial schwer vereinbar, nicht zuletzt weil Deutschland dieser Forderung einen politischen Charakter unterschiebt. Schweiz muss auch unter vertragslosem Zustande bestehende Lieferverpflichtungen aus bisherigem Abkommen erfüllen, sofern Deutschland seinerseits unter dem de facto Regime seine Verpflichtungen aus dem bisherigen Abkommen zur Lieferung lebenswichtiger Güter erfüllt. Zur Feststellung der schweizerischerseits eingegangenen privaten Verpflichtungen in den von den Alliierten in den Abbaulisten bezeichneten Positionen läuft gegenwärtig umfassende Enquête deren Resultate nicht vor Mitte Februar verfügbar sein werden. Erst ihre Kenntnis wird uns fundierte Stellungnahme zu Grundlagen für Fortsetzung Verhandlungen in London erlauben (E 7800 1/23).

6. Cf. *comptes rendus des entretiens, datés respectivement du 22 et du 25 janvier* (E 7800/1/23).